



CONTRE LES PROJETS DU GOUVERNEMENT

# MOBILISES ET UNIS

**POUR LE SERVICE PUBLIC DE L'ENSEIGNEMENT SUPERIEUR!**

*Après la LRU, l'offensive du gouvernement continue !*

900 suppressions de postes cette année

Le critère du "mérite" se généralise pour les aides sociales

La formation des enseignants est allongée et dégradée

Le statut des enseignants-chercheurs est démantelé : certains se consacreront exclusivement à la recherche et les « moins performants » à l'enseignement. C'est la casse du lien fondamentale entre production et diffusion des savoirs!

La logique de compétition que veut imposer le gouvernement doit être refusée solidairement par les étudiants et les enseignants! **L'Université doit pouvoir produire et transmettre ses connaissances à l'ensemble de la société sans considération de rentabilité!**

Lundi s'est tenue à l'UVSQ une assemblée générale à l'appel de l'intersyndicale. L'UEC se félicite de la solidarité des étudiants, des enseignants et des personnels contre les attaques qui nous sont faites! **Lutter pour des créations de postes de fonctionnaires d'encadrement, demander le retrait du projet de décret sur les enseignants-chercheurs, lutter pour des formations de qualité pour les enseignants et exiger la mise à plat des modes de financement de l'université sont des gestes essentiels pour construire un enseignement supérieur démocratique et populaire!**



**INDEPENDANCE DE LA RECHERCHE**

**EMPLOIS STABLES**

**SERVICE PUBLIC DE QUALITE**

**ALLOCATIONS D'AUTONOMIES**

**DEMOCRATIE**

**UNIVERSITE POPULAIRE**

## TOUS AUX ASSEMBLEES GENERALES !

**UEC-VSQ.OVER-BLOG.ORG - UEC.VSQLAPOSTE.NET**

# RESPECT POUR LE SERVICE PUBLIC D'ENSEIGNEMENT SUPERIEUR !

Les organisations signataires appellent l'ensemble de la population à refuser la remise en cause par le gouvernement des fondements et des principes du service public d'enseignement supérieur.

**Un de ces fondements est l'égalité de traitement entre tous les étudiants :** qu'en restera-t-il, si une majorité d'universités continue à être sous-dotée financièrement et si à chaque étape de son parcours l'étudiant doit prouver qu'il est « méritant » ? Qu'en restera-t-il si on finance uniquement les universités « performantes » ?

**Un de ces principes est le lien fort et fécond entre Enseignement supérieur et Recherche :** qu'en restera-t-il là aussi, si le statut des enseignants-chercheurs est remis en cause et si les organismes de Recherche sont démantelés ?

**Enfin, comment croire que le service public sera meilleur demain si les enseignants sont moins bien formés,** moins bien préparés à l'exercice d'un métier qui ne peut se réduire à la maîtrise d'un savoir ?

Pour tous ceux qui font aujourd'hui vivre le service public d'enseignement supérieur, les choix faits par le gouvernement en la matière sont une provocation.

**Nous exigeons dès à présent :**

- **l'annulation des suppressions de postes** dans l'enseignement supérieur et la recherche.
- **le retrait de critères basés sur le mérite pour toute aide sociale** aux étudiants ou progression dans leur formation et la mise en place d'une politique pluriannuelle de lutte la précarité étudiante
- **la remise à plat de la réforme des critères de financement des universités.**
- **l'abandon du projet de modification du décret du 6 juin 1984** sur le statut des enseignants-chercheurs.
- **la reconnaissance qualifiante des 2 ans de formation à l'IUFM** des futurs enseignants au lieu d'une mastérisation imposée à marche forcée qui liquide leur formation professionnelle et va exclure les étudiants les plus modestes de la possibilité de présenter les concours de l'enseignement
- **l'annulation des baisses de postes ouverts au concours de l'enseignement** pour 2009 qui relèvent d'un véritable plan social dans la fonction publique en période de crise et un plan pluriannuel de recrutements dans l'éducation
- **l'annulation de l'accord Paris-Vatican** sur la reconnaissance par la France des titres et diplômes délivrés par le Saint-Siège.

**Pour les signataires de cet appel, toute réforme de l'enseignement supérieur doit faire l'objet d'une réelle négociation** avec tous les acteurs de la communauté universitaire, et doit se baser sur les fondements et les principes du service public actuel.

**Nous réclamons un débat national dont l'objectif serait, dans ce cadre, la construction d'un projet de transformation profonde de l'enseignement supérieur public** français dans une perspective de démocratisation à laquelle la politique du gouvernement tourne aujourd'hui le dos.



## PREMIERS SIGNATAIRES:

Union des Etudiants Communistes, Union Nationale des Etudiants de France, Mouvement Jeunes Communistes de France, Parti Communiste Français, Mouvement Jeunes Socialistes, Parti Socialiste, Syndicat National de l'Enseignement supérieur, Parti de Gauche...